

LA CONTRIBUTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE AU MAROC

HICHAM BELMAATI

Professeur chercheur

Institut National de l'Action Sociale, Tanger

hicham.belmaati@gmail.com

RÉSUMÉ

L'économie sociale et solidaire a connu au Maroc une large évolution au cours des dernières années, de fait qu'elle représente une opportunité de développement économique et d'inclusion sociale. De même, les pouvoirs ont pris conscience de son importance vu le rôle inévitable qu'elle joue dans la création de l'emploi et de la valeur ajoutée, dans la lutte contre la précarité et la vulnérabilité, l'exclusion sociale et dans l'achèvement des différentes stratégies et programmes sectoriels.

Dans le présent travail, nous avons traité la question de la contribution de l'économie sociale et solidaire pour une croissance inclusive. En effet l'ESS se trouve au cœur de la croissance inclusive en raison de son apport en matière de la création des richesses et la lutte contre les inégalités existantes.

Le traitement de ce sujet s'est fait à travers l'exploitation théorique qui s'est étalée sur des écrits théoriques divers afin de comprendre et cerner la problématique de recherche. Alors que l'exploration pratique s'est faite à travers des entretiens qui permettent une collecte d'informations liées directement à l'objet de la recherche.

Mots clés: économie sociale et solidaire, la croissance inclusive, l'exclusion sociale, l'inclusion sociale, les inégalités, développement économique et social.

ABSTRACT

The social and solidarity economy has undergone a broad evolution in Morocco in recent years, as it represents an opportunity for economic development and social inclusion. Similarly, the authorities have become aware of its importance given the inevitable role it plays in the creation of employment and added value, in the fight against precariousness and vulnerability, social exclusion and in society.

In this paper, we have discussed the contribution of the social and solidarity economy to inclusive growth. Indeed, the SSE is at the heart of inclusive growth because of its contribution to wealth creation and the fight against existing inequalities.

The treatment of this subject was done through the theoretical exploitation which was spread on various theoretical writings in order to understand and define the research problematic. While the practical exploration was done through interviews that allow a collection of information directly related to the object of the research.

Key words: social and solidarity economy, inclusive growth, social exclusion, social inclusion, inequalities, economic and social development.

INTRODUCTION

L'économie sociale et solidaire a connu une évolution remarquable durant ces dernières années au Maroc en raison de son importance et son rôle crucial dans la contribution à la création de l'emploi et de la valeur ajoutée, dans la lutte contre la précarité et la vulnérabilité, l'exclusion sociale et dans l'achèvement des différentes stratégies et programmes sectoriels.

Le besoin d'une stratégie adéquate qui met les individus au sein de toute préoccupation afin de contribuer à un développement inclusif, était clairement exprimé par sa majesté dans son discours du 13 Novembre 2017.

Le discours de Sa Majesté a mis l'accent sur les défaillances du modèle de développement tout en insistant sur une nécessité d'une réaction collective face aux problématiques sociales afin d'essayer de leur apporter des solutions, en agissant en tant qu'acteur de développement, d'institutions, d'acteurs politiques, de société civile ou de simples citoyens.

Sur ce, l'économie sociale et solidaire est la voie à suivre pour aboutir à ce modèle de développement recommandé par le Roi dans ce présent discours, de façon à ce que l'ESS œuvre à réconcilier les principes d'équité et de justice sociale avec le développement économique, réconciliant ainsi la vitalité des dynamiques économiques avec les principes et les finalités humaniste du développement.

Etant que l'économie sociale et solidaire est le troisième pilier sur lequel doit pouvoir reposer une croissance équilibrée et inclusive aux côtés du secteur public et du secteur privé. Cette croissance a le potentiel et les moyens de mobiliser et de créer des richesses importantes, aussi bien matérielles qu'immatérielles.

Il faut absolument mettre l'éclairage sur le fait que l'économie sociale et solidaire permet de favoriser un bon équilibre dans l'affectation des investissements. Elle permet à toutes les catégories sociales, les entreprises de différents secteurs et les territoires de participer à la consolidation de la cohésion sociale et à l'amélioration de la croissance inclusive.

Cet article aborde la thématique de l'économie sociale et solidaire, plus précisément sa contribution pour une croissance au Maroc. Quelle contribution de l'économie sociale et solidaire pour une croissance inclusive ? Quels sont les défis de la croissance inclusive et comment peut-on renforcer et consolider l'économie sociale et solidaire ?

I- CONTEXTE GENERAL DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

1- CADRE CONCEPTUEL

Dans un premier temps, il s'avère nécessaire de définir les concepts clés qui vont être utilisés tout ou long de ce travail, pré requis indispensables, nous semble-t-il, pour décortiquer et bien comprendre la problématique par la suite.

Puisque les deux principaux concepts de notre réflexion sont l'économie sociale et solidaire et la croissance inclusive, il est primordial de s'attarder ci-dessus, de présenter un ensemble de définitions qui ont été données par différents chercheurs et les analyser par la suite.

2- L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Historiquement parlant, « Pionniers équitables de Rochdale » en Angleterre en 1844 et « Friedrich Wilhelm Raiffeisen » en Allemagne en 1847, qui ont réussi de mettre en place les premières structures coopératives et mutualistes, cependant que n'est qu'avec les effets néfastes de la crise du système d'Etat-providence et d'économie mixte à la fin du XXème siècle que quelques pays européens ont manifesté clairement leur intérêt pour l'organisation typiques de l'économie sociale et solidaire, telles que les associations, les coopératives, les fondations et les mutuelles.

Pour ce qui est des origines du terme, on peut déduire donc que le concept de l'économie sociale et solidaire a commencé d'avoir une place dans la société, autrement dit, il a commencé d'être reconnu autant d'un terme à part entière depuis la fin du XX siècle grâce à la multiplication de ces formes qui lui a fait gagner du terrain au sein de la communauté internationale.

Passant maintenant à ce qui est définition du concept, l'économie sociale et solidaire varie d'un pays à un autre et selon le contexte historique qui caractérise chaque territoire, cela est dû notamment au fait qu'elle combine entre trois termes larges, « économie, sociale et solidaire ».

En guise de clarification conceptuelle, la deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité définit l'économie sociale et solidaire comme étant « *un ensemble d'initiatives économiques à finalité sociale qui participent à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie à travers des dizaines de milliers de projets dans les pays du Nord comme du Sud. Elle place la personne humaine au centre du développement économique et social. La solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir les relations humaines sur la base du consensus et de l'agir citoyen* » (Québec, octobre 2001).

Il s'ajoute à cette définition celle de l'Organisation Internationale du Travail définit ce secteur comme étant l'ensemble des entreprises et organisations, particulièrement les coopératives, les mutuelles, les associations, les fondations et les entreprises sociales, qui sont fondées sur des principes de solidarité et de participation et qui ont comme spécificité de produire des biens,

des services et des connaissances tout en poursuivant des objectifs à la fois économiques et sociaux. (OIT)

Ainsi pour le Comité Economique et Social Européen , ce secteur désigne *« l'ensemble des entreprises privées avec une structure formelle dotées d'une autonomie de décision et jouissant d'une liberté d'adhésion, créées pour satisfaire aux besoins de leurs membres à travers le marché en produisant des biens ou en fournissant des services d'assurance ou de financement, dès lors que les décisions et toute répartition des bénéfices ou excédents entre les membres ne sont pas directement liées au capital ou aux cotisations de chaque membre, chacun d'entre eux disposant d'un vote et tous les événements ayant lieu par le biais de processus décisionnels démocratiques et participatifs. L'économie sociale regroupe aussi les entités privées avec une structure formelle qui, dotées d'une autonomie de décision et jouissant d'une liberté d'adhésion, proposent des services non marchands aux ménages et dont les excédents, le cas échéant, ne peuvent être une source de revenus pour les agents économiques qui les créent, les contrôlent ou les financent ».*

Dans ce même contexte , le conseil wallon de l'économie sociale a défini l'économie sociale et solidaire comme étant un regroupement des activités économiques exercées par des sociétés, principalement des coopératives, des mutualités et des associations, dont l'éthique se caractérise par la finalité de services aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit, l'autonomie de gestion, le processus de décision démocratique et la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus. (Belgique, 1997)

Il est crucial de rappeler avant de donner la définition de l'économie sociale et solidaire proposée par le conseil économique social et environnemental du Maroc, qu'historiquement au Maroc, l'économie sociale et solidaire a toujours existé sous une forme ou une autre. La culture d'entraide, de solidarité et du travail collectif faisait depuis longtemps partie des pratiques et des traditions de la société marocaine.

Il faut mettre l'éclairage que les formes de travail collectif et de solidarité représentent les fondements des relations entre les membres de la même famille et de mêmes tribus, entre femmes et hommes, entre riches et pauvres, entre jeunes et âgés, etc.

A cet ensemble définitions de l'économie sociale et solidaire s'ajoute une quelle proposée par le conseil économique social et environnemental du Maroc, *« L'économie sociale et solidaire est l'ensemble des activités économiques et sociales organisées dans le cadre de structures formelles ou de groupements de personnes physiques ou morales poursuivant une finalité d'intérêt collectif et sociétal, indépendantes et jouissant d'une gestion autonome, démocratique et participative et auxquelles l'adhésion est libre. Font partie de l'Economie Sociale et Solidaire toutes les institutions ayant une finalité principalement sociale, proposant de nouveaux modèles économiquement viables et inclusifs et produisant sur une base mutualisée et solidaire des biens et services centrés sur l'élément Humain et sur la satisfaction de besoins*

sociaux conformes à l'intérêt général, et inscrits dans le développement durable et la lutte contre l'exclusion. ».

Cette définition se fonde sur des composants particulièrement spécifiques à une société qui se caractérise par son équilibre et son homogénéité dans ses relations ouvertes et intrinsèques sur son environnement extérieur. De même, une société qui considère le facteur humain comme sa fondamentale ressource de développement durable et se richesse inépuisable.

En somme, toutes ces définitions se mettent d'accord sur le fait que l'économie sociale et solidaire n'est pas une économie alternative ni une économie complémentaire, mais en réalité une économie parallèle qui constitue, aux côtés du secteur privé et du secteur public, un troisième pilier sur lequel peut reposer une économie équilibrée. En effet, ces définitions s'articulent autour du fait qu'il s'agit d'une économie qui a les moyens et les capacités de faire mobiliser des richesses matérielles ainsi qu'immatérielles dans une synergie solidaire apte de répondre aux exigences d'un modèle de développement inclusif et intégré et de faire face aux effets néfastes des crises économiques éventuelles.

Finalement on peut clairement déduire que l'économie sociale et solidaire est un groupement d'activités économiques de création de biens et services, exercées par un ensemble des individus dans le cadre d'entités dédiées (associations, coopératives et mutuelles, etc.), elles se caractérisent, en effet, par leur finalité sociale. Cette nouvelle forme d'économie s'intéresse à l'amélioration des services accordés à leurs membres et aux conditions de vie de l'ensemble de la communauté, en se focalisant sur des principes de solidarité, d'entraide et de travail collectif et en mettant le bien-être des individus au centre de toute préoccupation.

Dans un contexte mondial qui se caractérise par une augmentation des déficits publics, la succession des crises économiques et financières, l'avènement de l'économie de savoir, l'ouverture des marchés et l'incidence de la mondialisation, etc. l'Etat semble incapable comme jamais de confronter seul les défis étroitement liés de la persistance de chômage, autrement dit, le fort taux de chômage et d'emploi informel, des nouvelles formes de pauvreté et de vulnérabilité socio-économique de plusieurs catégories de la population, notamment les jeunes et les femmes, de la dégradation de l'environnement, etc.

Cette situation critique a favorisé l'affleurement d'un autre secteur, un peu partout dans le monde, autre que l'Etat et le secteur privé qui contribue efficacement à la solution des problèmes humains et au développement économique et sociale équitables du territoire tout en plaçant l'être humain au centre de toute préoccupation.

Il s'agit d'une économie alternative, communément appelée économie sociale et solidaire, qui s'engage à répondre aux besoins sociaux et environnementaux tout en promouvant les valeurs et principes humains comme l'équité, la solidarité, la démocratie et la coopération. Elle est

présentée, en effet, tantôt comme un élément palliatif aux échecs et défaillances de l'économie capitaliste traditionnelle, tantôt comme un mode de développement alternative.

Ce secteur de l'économie sociale et solidaire prend différentes appellations en fonction du contexte, dont on trouve : l'économie sociale, l'économie solidaire, l'économie populaire, l'économie de développement communautaire, tiers secteur à finalité sociale, tiers secteur d'économie de proximité, etc. Ces multiples appellations désignent un ensemble d'activités sociales et économiques exercées et accomplies par des organisations qui relèvent de la société civile et des fois de type associatif ou coopératif.

L'avènement de ces nouvelles formes d'organisations reflète bien d'un côté la recherche de nouvelles relations avec l'Etat et le marché et d'un autre côté, une orientation vers une approche ascendante et autonome de développement, autrement dit, une approche participative et de partenariat, du bas vers le haut.

Les organisations de l'économie sociale et solidaire, notamment les associations se sont hâtivement développées et ont pris du terrain dans différents domaines réservés autrefois à l'Etat, à titre d'exemple , la lutte contre le phénomène d'analphabétisme, la promotion de l'inclusion des femmes dans le circuit économique, la fourniture des équipement de base et des services de proximité, particulièrement dans le monde rural, la création et l'accompagnement des projets de développement, l'appui et le financement des petits projets, etc. Dans cette pluralité des domaines, les organisations de l'économie sociale et solidaire achèvent un travail reconnu par les pouvoirs publics ainsi par les organisations internationales et les populations.

Les activités croissantes des organisations de l'économie sociale et solidaire se sont déployées dans des domaines qui appartiennent normalement aux missions classiques de l'Etat, cependant ce dernier se trouve inapte devant l'épanouissement de ces domaines vu le manque des moyens et des vecteurs d'action adoptés. A cause de cette incapacité, les pouvoirs publics ont choisi de créer des nouveaux partenariats avec les composantes de l'économie sociale et solidaire et de renforcer et appuyer ces derniers par des outils techniques et financiers, l'exemple de l'INDH.

3- LA CROISSANCE INCLUSIVE

En premier lieu, il est évident tout d'abord, et avant de commencer à définir ce nouveau concept de la croissance inclusive, de mettre l'éclairage sur la signification et l'origine de concept fondamental autour duquel tourne le sujet, en effet, il s'agit bien du concept de « la croissance » communément reconnu par « la croissance économique »

Selon François Perrous la croissance désigne « *l'augmentation soutenue durant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global brut ou net, en termes réels, cette dernière correspond donc à l'accroissement de la quantité de biens et de services produits dans un pays au cours d'une période donnée* ».

A cette définition s'ajoute celle de la banque mondiale qui définit la croissance économique comme une augmentation quantitative de la production d'un pays entre deux périodes déterminées. Elle est mesurée par le Produit Intérieur Brute (PIB) nominal ou Produit National Brute (PNB) nominal, selon les sources de revenus du pays concerné. (La banque mondiale).

En se basant sur ces deux définitions, on peut déduire que la croissance est le cœur du développement économique d'un pays donné, en réalité, ce terme de croissance est utilisé pour décrire une augmentation de la production à court, moyen et long terme.

Partant de ce fait, on peut dire que la croissance et le niveau de pauvreté sont intimement liés, car il suffit que la productivité d'un pays augmente pour que les revenus suivent dans le même sens ce mouvement et que la population en profite. En effet, la croissance économique est très importante puisqu'elle permet aux personnes et aux sociétés la possibilité d'atteindre plusieurs fins et objectifs d'importance capitale, de même elle est considérée comme un moyen efficace d'arracher une société à la pauvreté, autrement dit, elle permet à une grande catégorie des personnes l'opportunité de s'en sortir des seuils de pauvreté et du collier de misère.

On ajoute dans ce même contexte que la croissance économique crée des ressources pour financer les services de santé, d'éducation et de formation, donc elle constitue un pilier dans le développement du pays.

Certes que la croissance économique joue un rôle crucial dans le développement économique d'un pays, sauf qu'elle n'est pas suffisante pour un développement inclusif, dont on trouve des pays qui ont un taux de croissance élevé sauf qu'ils ne sont pas développés, cela est expliqué par le fait d'une absence de l'accompagnement de l'accroissement du PIB par une forte amélioration du niveau et la qualité de vie, cela d'une part, et la répartition injuste et non égalitaire des fruits de la croissance économique, d'autre part.

Cette insuffisance de la croissance dite économique a donné naissance à une nouvelle forme de croissance qui crée des opportunités économiques tout en garantissant l'accès équitable à eux, de même en créant des possibilités économiques productives pour l'insertion des personnes les plus vulnérable de la société, en effet, il s'agit d'une économie inclusive.

Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, la croissance inclusive est considérée à la fois comme un résultat et comme un processus. D'une part, elle permet à chacun de participer au processus de croissance, en intervenant dans la prise des décisions et en étant acteur de la croissance. D'autre part, la croissance inclusive procure des avantages qui sont équitablement partagés. Elle implique donc une participation et une mise en commun des avantages. (PNUD)

Dans ce même contexte s'ajoute la définition de la banque asiatique de développement, qui définit la croissance inclusive comme « croissance qui non seulement crée de nouvelles possibilités économiques, mais qui assure aussi l'égalité d'accès à ces opportunités à tous les segments de la société, et notamment aux pauvres » (Ali et Hwa Son, 2007)

La notion de croissance inclusive est au cœur de la Stratégie Europe 2020. Dans cette Stratégie, la croissance inclusive sous-entend « de favoriser l'autonomie des citoyens grâce à un taux d'emploi élevé, d'investir dans les compétences, de lutter contre la pauvreté, de moderniser les marchés du travail et les systèmes de formation et de protection sociale pour aider tout un chacun à anticiper et à gérer les changements, et de renforcer la cohésion sociale. Il est également crucial de veiller à ce que les fruits de la croissance économique profitent à toutes les régions du pays, afin de renforcer la cohésion territoriale. Il faut garantir à tous un accès et des perspectives tout au long de la vie ». (OCDE, 2014)

En outre, la banque africaine de développement a défini la croissance inclusive comme étant une croissance économique dont le résultat est plus de possibilités de développement socio-économique durables pour le plus grand nombre de personnes de régions et de pays, protégeant en même temps les groupes vulnérables, tout ceci dans un environnement d'équité, de justice égale, et de pluralité politique. (BAD, 2012)

Ces multiples définitions de la croissance inclusive font toutes appel à des nouvelles approches pour faire face contre toute forme de discrimination ainsi que les inégalités sociales, notamment dans le monde en développement. En effet il s'agit particulièrement des inégalités des actifs et de revenu, à la fois humains et financiers, à titre d'exemple des inégalités pour l'accès à la

formation, à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques de même pour l'ensemble des aspects de la vie.

Finalement, on peut déduire que la croissance inclusive se focalise sur le fait que toutes les catégories de la population quels que soient leurs différences et sans discrimination aucune doivent contribuer sur les mêmes pieds d'égalité à la création des opportunités, ainsi le partage des bénéfices et la participation à la prise de décision.

II- LES COMPOSANTES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

1- LES COOPERATIVES

Le secteur coopératif marocain est considéré comme étant la principale composante de l'économie sociale et solidaire, grâce à sa contribution efficace dans la création des emplois d'un côté, et de sa participation dans le processus de développement économique et l'inclusion sociale d'un autre côté. Sans doute ce mouvement coopératif a connu une émergence importante dans l'espace et le temps tirant partie des cultures et traditions marocaines enracinées.

En effet, il faut mentionner que le nombre des coopératives aujourd'hui est de 19.000 avec un total de 500.000 personnes, cette évolution est à la fois le fruit d'un long chemin de milites et des efforts consacrés dans ce sens.

2- LES ASSOCIATIONS

Le secteur associatif constitue un pilier de l'économie sociale et solidaire vu son rôle crucial et vital dans la contribution au développement humain et social à travers ses activités diverses et multidimensionnelles. Au cours de ces dernières années le mouvement associatif a connu une émergence très forte dans l'ensemble du royaume ainsi qu'une ouverture remarquable sur d'autres domaines autre qu'aux domaines classiques.

Parmi les facteurs qui ont favorisé la croissance et le développement de ce secteur, on cite l'intensité de la demande étatique, les critiques explicites et souvent implicites de monopoles étatiques de gestion de divers secteurs économiques et sociaux ainsi que les changements qu'ont connu les pouvoirs et les politiques publiques dont on peut bien repérer un redimensionnement du pouvoir de l'État, exprimé par son retrait via une politique de décentralisation des pouvoirs et des compétences. En effet, Ce retrait de l'État ouvre un espace pour le développement et le déploiement des actions des autres acteurs du développement local.

En outre le contexte économique et social marocain fait appel à des partenariats avec les associations, à cet égard, l'Etat marocain a exprimé une volonté politique claire pour stimuler les partenariats avec les associations. Cette volonté a été exprimée notamment par L'engagement de l'Etat Marocain dans le processus du lancement de l'Initiative Nationale de développement humain le 18 Mai 2005, cette initiative qui s'inspire d'une nouvelle approche

du développement qui est fondée sur un meilleur diagnostic pour achever les meilleurs résultats possibles et qui a besoin d'un appui associatif, et finalement la nouvelle constitution de 2011. (CHERKAOUI, 2016)

Actuellement, Le tissu associatif constitue une composante indispensable de la vie économique et sociale du pays, grâce à sa proximité avec la population et son souci de répondre aux besoins et intérêts des citoyens. Il ne fait aucun doute que les associations sont devenues plus dynamiques et que ce changement au niveau de la société civile s'exprime tantôt dans les services directs offerts aux bénéficiaires tantôt dans l'organisation et l'accroissement de nombre des projets de développement social.

Le nombre de partenariats avec les pouvoirs publics et le secteur privé a certainement renforcé davantage le rôle du monde associatif et l'a aidé à se développer. Un des facteurs clefs est l'INDH, qui est non seulement une initiative innovante en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, il a aussi joué un rôle crucial en offrant un cadre où se développe ce genre de partenariat et synergies. Il a de ce fait, permis la multiplication du nombre des associations au Maroc.

3- LES MUTUELLES

Le dahir n° 1-57-187, portant statut de la mutualité au Maroc, définit les mutuelles comme étant *« des groupements à but non lucratif, qui au moyen des cotisations de leurs membres, se proposent de mener dans l'intérêt de ceux-ci ou de leur famille, une action de prévoyance, de solidarité et d'entraide tendant à la couverture des risques pouvant atteindre la personne humaine »*.

Les mutuelles poursuivent le but d'assurer sur une base solidaire l'accès aux services et à la protection. Deux principes généraux sont à la base des mutuelles :

- **La solidarité entre les membres :** Ce principe exprime la volonté de régler les situations individuelles par l'action collective. L'absence de discrimination entre les membres, aussi bien dans les conditions d'adhésion que dans la prise en charge, est la règle de référence. L'objectif mutualiste étant d'améliorer les conditions sociales de ses affiliés dans un esprit de prévoyance, de solidarité et d'entraide, les mutuelles refusent par principe toute forme d'exclusion ou de sélection de risques, que ce soit selon des critères d'âge, d'état de santé, de niveau de revenus ou encore socioprofessionnels. (IPEMED, 2013)
- **Le caractère non lucratif :** Contrairement aux assureurs commerciaux, les mutuelles sont des organismes à but non lucratif. Elles ne rémunèrent pas le capital en actions et ne paient pas de dividendes au titre des apports faits aux adhérents sous forme d'actions. Tout surplus des recettes sur les dépenses doit uniquement contribuer à la réalisation du but commun. Ce

sont les adhérents eux-mêmes qui décident librement de son affectation : augmentation des réserves pour parer à d'éventuelles hausses du coût du risque, amélioration des services existant ou réponse à d'autres besoins des membres, voire la réduction de la cotisation. L'absence de but lucratif, avec les principes de non exclusion, garantit l'engagement durable de la mutualité envers ses membres. Il garantit aussi une relation stable de long terme avec les membres. (IPEMED, 2013)

III- L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, UN LEVIER POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE

1- DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE A LA CROISSANCE INCLUSIVE

Certes que le Maroc a connu une croissance économique soutenu jusqu'à 2015, grâce à la montée de la productivité et de l'investissement dont il a enregistré durant tout au long des 10 dernières années une croissance remarquable, à cet égard on donne l'exemple de l'année 1012 avec une croissance de 2,7% et de 4,4% en 2013. Sauf qu'il reste toujours des facteurs qui ne favorisent pas l'épanouissement des conditions de vie d'une partie importante de la société, prenant l'exemple du taux d'activité attristant de la population, le fort taux de chômage, le caractère informel qui réside dans une large partie des relations du travail et la précarité qui se trouve dedans, cela fait que le Maroc est classé le 126^{ème} sur 187 pays au niveau de l'indice de développement humain.

L'urgence est largement reconnue de la nécessité de faire réduire le taux de précarité et de pauvreté dans le pays, faire baisser le taux de chômage et d'emploi informel en améliorant les conditions du travail, éliminer les inégalités fondées sur le sexe, le niveau de vie, le milieu rural ou urbain, faire face au phénomène d'abondance scolaire et remédier à l'analphabétisme et à développer l'accès légal aux services de santé, d'éducation, de formation et aux infrastructures.

En raison de cette nécessité d'une intervention efficace à ce niveau et vu que la croissance économique demeure seule incapable de faire face aux inégalités et aux autres phénomènes sociétaux, une nouvelle forme, communément appelé par la croissance inclusive, est arrivée en place qui apporte une nouvelle approche combinant entre la croissance économique et le développement humain, et qui a comme objectif principal l'instauration d'une solide performance économique et la contribution à une amélioration du niveau et de la qualité de vie des personnes en tenant notamment compte aux catégories de la population exclues et marginalisées.

2- L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE COMME MOTEUR DE LA CROISSANCE INCLUSIVE

En premier lieu, il faut souligner que l'économie sociale et solidaire joue un rôle crucial est important dans le développement que ce soit social ou économique d'un pays en raison de ses multiples et diverses composantes, à savoir les coopératives, les associations et les mutuelles.

En ce qui concerne les coopératives, ces dernières contribuent à la fois à la création des richesses et à la baisse du taux de chômage à travers l'insertion professionnelle des individus notamment les jeunes, comme elles favorisent aussi l'insertion des femmes en les encourageant à créer leurs propres coopératives, ce qui peut être traduit par le rôle que joue les coopératives dans la diminution des inégalités axées sur le genre.

Passant aux associations qui font un immense travail en matière de l'inclusion sociale des jeunes en les encourageant d'adhérer à une association et participer à ses activités diverses en prenant compte de leur contribution importante au développement de l'association, au tant qu'acteur au sein de la société et non pas un simple spectateur se qui favorise leur sens de citoyenneté. Cela d'une part, d'autre part le champ associatif touche ainsi des divers domaines tels que la lutte contre la pauvreté et la précarité, l'analphabétisme, les inégalités, le déficit au niveau de la santé de l'habitat de l'infrastructure locale et les équipements de base ce qui va être traduit par une réduction des inégalités existantes. De même cette action associative est orientée dernièrement vers la création, l'orientation et l'accompagnement des projets générateurs de revenus.

On peut déduire que l'économie sociale et solidaire favorise l'autonomie des citoyens grâce à leur insertion professionnelle, elle modernise les marchés du travail et les systèmes de la formation et de protection sociale pour aider tout un chacun à anticiper et à gérer les changements, elle investit dans les compétences, elle lutte contre la pauvreté et les inégalités, et renforce la cohésion sociale notamment à travers les mutuelles et associations.

Dans l'ensemble, l'expérience a montré que l'économie sociale et solidaire a pu apporter un équilibre en limitant la portée des diverses inégalités existantes. Cette économie parallèle a pu amorcer une dynamique d'inclusion sociale, s'enracinant dans les bases d'une croissance inclusive.

3- DEFIS DE LA CROISSANCE INCLUSIVE AU MAROC

La croissance inclusive contribue à un système de rétribution équitable des revenus et l'utilisation productive des ressources qui en découlent, dont l'idée est d'avoir un accès légal et équitable aux richesses et opportunités existantes au territoire à toutes ses composantes sans discrimination aucune.

Certes la croissance économique a contribué clairement à sauver presque 1,9 millions de personnes des seuils de pauvreté et précarité et a diminué le taux de pauvreté d'un peu près de

40%, cependant cette baisse remarquable du taux de pauvreté n'a pas été accompagnée par une baisse des inégalités.

Au niveau de l'emploi, le chômage a considérablement diminué au cours de la dernière décennie, de 13,4% en 2000 à 9,1% en 2009, et est resté globalement constant depuis 2013 avec un taux de 9,2%. Ce phénomène touche principalement la tranche d'âge 15-24 ans, les jeunes diplômés et les femmes, représentant respectivement 16,7%, 18,1% et 9,6% du nombre total des chômeurs. D'un côté, l'emploi des jeunes au Maroc se distingue aussi par un chômage de longue durée, tels que 68,5% des jeunes chômeurs le sont depuis plus d'un an. D'un autre côté, l'emploi des jeunes demeure précaire vu que les postes occupés par les jeunes sont souvent moins bien rémunérés, rarement contractualisés et très peu couverts par un régime de protection sociale. La stratégie de création d'emploi (156.000 postes annuels durant la dernière décennie) n'a pas pu répondre suffisamment à cette problématique. Ceci témoigne de la faible capacité d'absorption des secteurs classiques d'une main d'œuvre particulière qui rejoint le marché du travail en flux de plus en plus abondant chaque année. (CESE, 2015)

On peut même ajouter à cet égard que le chômage des jeunes est intimement lié à l'inadéquation entre le processus de formations suivie par ses derniers et les critères et exigences du marché du travail, cette inadéquation contribue à des résultats désastreux.

Passant maintenant ce qui concerne le niveau de l'éducation, l'amélioration partielle des taux d'alphabétisation est liée fortement à l'amélioration du taux de scolarisation, qui est passé de 87% des enfants âgés entre 6 et 11 ans en 2004 à 96,7% en 2012 et la réduction des taux d'abandon au niveau de l'école primaire. En outre, bien que l'achèvement du primaire ait augmenté, le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire reste très faible et ne s'est pas sensiblement amélioré. Quant aux inégalités entre les sexes, selon le PNUD, le Maroc est classé 104èmesur 146 pays en 2011. En termes statistiques, le phénomène d'analphabétisme touche 57% des femmes¹⁸ amenant un ratio de jeunes femmes alphabétisées par rapport aux hommes à moins de 80%, et la participation des femmes dans le marché du travail par rapport aux hommes, au cours de la période 2000-2009, est de seulement 32%¹⁹. (CESE, 2015)

Arrivant au niveau de la santé, le secteur souffre d'un manque d'installations sanitaires appropriées et d'un accès très inéquitable aux services de santé. Le secteur compte un seul dispensaire pour 12000 habitants, 1,6 médecin pour 1000 habitants et 0,9 lit fonctionnel pour 1000 habitants. Aussi, 40% de la population n'a pas accès aux structures de santé et seulement 33,7% de la population est couverte par une assurance maladie. (CESE, 2015)

Après qu'on a souligné les problèmes au niveau d'emploi, d'éducation et de santé, c'est le temps de mettre l'éclairage sur les inégalités que connaissent les zones rurales au Maroc, dont elles souffrent plus des difficultés d'accès légal aux services de santé, d'éducation, de formation et d'infrastructures. En outre et malgré les efforts fournis à ce niveau il reste jusqu'aujourd'hui

des zones rurales exclues et marginalisés en raison de l'absence des conditions favorables d'une vie digne.

Devant ces multiples défis de la croissance inclusive, le secteur privé comme le secteur public se trouvent incapables et inaptes pour une intervention efficace à ce niveau, autrement dit, ils ont atteint leurs limites. La nécessité d'une nouvelle économie, apte d'apporter des réponses adéquates à ces défis, a fait appel à un nouvel entrant capable de contribuer fortement à la résolution à la fois des problèmes liés aux inégalités et des défis de l'inclusion sociale et économique, ainsi à l'injection et l'instauration d'un nouveau souffle aux performances de la croissance économique.

L'économie sociale et solidaire à travers ses composantes que ce soit les coopératives, les associations, les mutuelles ou ses nouvelles formes comme les entreprises sociales, joue un rôle crucial dans l'intégration d'une grande catégorie de personnes, des zones géographiques notamment les plus marginalisées et les entreprises dont le but est de résoudre les problématiques socio-économiques au niveau régional comme au niveau national, afin d'arriver à une croissance inclusive.

Certes que les différentes organisations de l'économie sociale et solidaire jouent un rôle illimité à travers leur apport en matière des solutions des défis économiques et sociaux des différentes régions, sauf qu'il demeure important d'apporter des améliorations adéquates à ces dernières afin qu'elles puissent répondre efficacement aux défis de la croissance inclusive.

4- L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, UN MODELE A RENFORCER ET A CONSOLIDER

Aujourd'hui l'économie sociale et solidaire occupe une place importante dont l'ensemble des acteurs nationaux ont pris conscience de son importance dans la création de l'emploi et de la valeur ajoutée, dans la lutte contre la précarité et la vulnérabilité, l'exclusion sociale et dans l'achèvement des différentes stratégies et programmes sectoriels. Grâce à ce contexte national marqué par la prise de conscience de rôle inévitable de l'économie sociale et solidaire, une stratégie nationale de développement de cette nouvelle forme d'économie a été mise en place.

De même le gouvernement a accordé une place fondamentale au développement de l'économie sociale et solidaire dont il a l'intention de le rendre l'un des piliers les plus forts de l'économie nationale et une locomotive d'amélioration des activités génératrices d'emploi et de revenu sur l'ensemble du territoire national.

Dans ce sens, la stratégie nationale de l'économie sociale et solidaire, en se basant sur l'approche participative, l'approche droit et le cumul des expériences internationales, planifie pour une action publique efficace, globale, harmonieuse et concentrée en faveur de l'économie sociale et solidaire, dont le but est de favoriser la synergie et la complémentarité entre les actions des différents acteurs publics en matière de l'économie sociale et solidaire.

Les objectifs assignés à cette stratégie sont :

- Renforcer et harmoniser l'action publique en faveur de l'économie sociale et solidaire, aussi bien au niveau national que régional ;
- Faciliter l'émergence d'une économie sociale et solidaire performante et structurée capable de jouer pleinement son rôle dans la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion
- Contribuer à un développement territorial intégré fondé sur l'exploitation rationnelle et la valorisation des richesses et des potentialités locales ;
- Améliorer la visibilité et la connaissance du secteur.

En termes de chiffres, elle ambitionne de :

- Renforcer l'adhésion de la population active aux coopératives, en augmentant le taux de pénétration de la coopérative parmi cette population de 3,1% actuellement à 7,5% à l'horizon 2020 ;
- Renforcer la contribution de l'économie sociale et solidaire à la création de l'emploi, en augmentant le nombre de salariés des coopératives de 50.000 actuellement à 175 000 à l'horizon 2020 ;
- Améliorer la contribution du secteur à la création de la richesse, en augmentant sa part dans le PIB de 1,6% actuellement à 3,9% à l'horizon 2020.

Pour atteindre ces objectifs, la stratégie est articulée autour de 7 axes stratégiques :

- Valoriser e promouvoir les produits de l'économie sociale et solidaire ;
- Favoriser l'accès des produits de l'économie sociale et solidaire au marché ;
- Renforcer et organiser les acteurs de l'économie sociale et solidaire ;
- Mettre en place un environnement favorable au développement de l'économie sociale et solidaire ;
- Favoriser l'émergence d'initiatives d'économie sociale sur les territoires ;
- Faciliter l'accès des acteurs de l'économie sociale à la sécurité sociale ;
- Développer les outils de suivi et d'évaluation, la veille stratégique, la communication et le partenariat.

CONCLUSION

A l'issue de la recherche théorique ainsi que le travail de terrain mené dans le cadre du mémoire, il s'avère que l'économie sociale et solidaire a pu apporter un équilibre en limitant la portée des diverses inégalités existantes. Cette économie parallèle a pu amorcer une dynamique d'inclusion sociale, s'enracinant dans les bases d'une croissance inclusive.

Dans un premier lieu, ce travail a traité la problématique de la contribution de l'économie sociale et solidaire pour une croissance inclusive. En se basant sur les différentes parties du problème on a pu déduire que devant les multiples défis de la croissance inclusive à savoir le taux de chômage élevé, les inégalités existantes, la pauvreté et la vulnérabilité et l'accès illégal et inéquitable aux services de santé, d'éducation et aux infrastructures, le secteur privé comme le secteur public se trouvent incapables et inaptes pour une intervention efficace à ce niveau, autrement dit, ils ont atteint leurs limites. La nécessité d'une nouvelle économie, apte d'apporter des réponses adéquates à ces défis, a fait appel à un nouvel entrant capable de contribuer fortement à la résolution à la fois des problèmes liés aux inégalités et des défis de l'inclusion sociale et économique, ainsi à l'injection et l'instauration d'un nouveau souffle aux performances de la croissance économique, à savoir l'économie sociale et solidaire.

Dans un deuxième lieu, afin de décortiquer et bien comprendre le sujet, on a procédé par une recherche théorique et pratique à travers laquelle on a approfondi nos connaissances en matière de l'ESS et son apport à la croissance inclusive, tout en impliquant les acteurs œuvrant ce secteur de l'ESS que leur participation à l'enquête sur terrain a mis en avant la thématique de l'économie sociale et solidaire.

Ajoutant à cela, cette partie nous a facilité la conception d'un projet qui répond aux questions posées dans cette dernière, il est important de rappeler que le projet proposé est un Forum Régional de l'économie sociale et solidaire qui est considéré le premier de son genre en raison de son contenu et de son caractère innovant dans la réponse aux besoins de la région de Tanger-Tetouan-Al-Houceima en matière de l'économie sociale et solidaire.

En guise de conclusion, Certes que les différentes organisations de l'économie sociale et solidaire jouent un rôle illimité à travers leur apport en matière des solutions des défis économiques et sociaux des différentes régions, sauf qu'il demeure important d'apporter des améliorations adéquates à ces dernières afin qu'elles puissent répondre efficacement aux défis de la croissance inclusive.

LES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

conseil économique, s. e. (2015). *économie sociale et solidaire, un levier pour une croissance économique.*

Consulting, l. c. (2012). *Plan de Développement Régional .*

FAURE, T. (2010). *ESS et jeunesse.*

Maghreb, l. s. (2013). *IPEMED.*

Vercamer, F. (2010). *L'Economie Sociale et Solidaire.*